

LA VEILLE DES IDÉES

ÉDITION DU 28 SEPTEMBRE 2020

id avec **Le Canal des Idées**
à rejoindre ici sur l'application Telegram



LA RÉPUBLIQUE
En Marche !

1 COUR DES COMPTES

LES AGENTS CONTRACTUELS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Publié le 15 septembre 2020

La Cour des Comptes publie cette semaine une série de recommandations visant à mieux organiser la cohabitation entre agents titulaires et contractuels au sein de la fonction publique.

Plus d'un million d'agents contractuels civils travaillent aujourd'hui pour l'État, les collectivités territoriales, ou encore le secteur hospitalier. Ils y occupent une place significative mais mal cernée. L'augmentation de leur nombre, trois fois plus rapide que celle des agents titulaires entre 2010 et 2017, répond à la fois aux besoins de flexibilité des administrations et à des difficultés constatées dans le recours aux agents titulaires. Dans les faits, la gestion des contractuels dans la fonction publique se rapproche pourtant progressivement de celle des titulaires, notamment pour leurs conditions de recrutement, de rémunération ou de carrière.

Alors qu'une réforme du Gouvernement vise notamment à faciliter leur recrutement, la Cour formule cinq recommandations :

- Adapter les conditions de recrutement des agents publics, en élargissant la possibilité de recruter sur titre ;
- Mieux négocier les rémunérations des agents contractuels, en développant l'usage de référentiels par les employeurs ;
- Proposer à la négociation collective des cadres de gestion, pour les métiers qui s'y prêtent ;
- Adapter les modalités de prise en charge du risque chômage à une augmentation du nombre d'agents contractuels ;
- Améliorer les conditions du dialogue social pour mieux associer les agents contractuels à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



TECHNOPHOBIE FRANÇAISE VERSUS PROGRESSISME ALLEMAND : DEUX VISIONS DE L'ÉCOLOGIE

Publié le 22 septembre 2020

Gaël Brustier, chercheur en sciences politiques et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, analyse le rapport des écologistes français et allemand avec la technique.

En France, plusieurs déclarations ont révélé le profond pessimisme technologique des écologistes français mais aussi d'une partie de la gauche, radicale ou non. Le chercheur prend l'exemple de deux grandes tribunes signées par les personnalités les plus médiatisées de la gauche : la première, parue dans le JDD le 12 septembre, demande un moratoire sur la 5G. Bien que certaines questions soulevées méritent probablement examen, c'est une première alerte donnée sur le pessimisme technologique qui se révèle dans ce courant politique, après la « vague verte » des municipales. Ce pessimisme est s'illustre encore dans une deuxième tribune parue le 16 septembre dans Libération, visant à réduire le transport aérien, citant une filière « responsable de plus de 7% de l'empreinte carbone en France ».

En Allemagne, l'approche politique des écologistes diffère : la fondation Böll affiliée au parti des Grünen (« Les Verts » en allemand) fait par exemple le pari inverse en publiant en 2016 un document de travail conçu dans le dialogue avec Airbus. Plus récemment, ils ont reconnu que si l'idée d'une réduction du trafic aérien était « noble », cela s'opposait à la marche du progrès et à une réalité incontestable : elle a donc publié un document relatif aux questions du transport aérien réalisé auprès d'élus écologistes, d'associations environnementales, des représentants des aéroports et de la Lufthansa.

En juillet : des représentants des Grünen s' alarmaient en juillet davantage du retard pris par l'Allemagne sur la 5G – ce qui contraste fortement avec les écologistes français.

Enfin, un exemple illustratif est abordé par l'auteur : le triptyque utilisé par le membre fondateur des Grünen, ancien ministre-président de Baden-Wurtemberg. « Heimat, HighTech, HighSpeed », c'est-à-dire la « patrie » au sens germanique, la haute technologie et la grande vitesse, composent une vision gagnante pour Winfried Kretschmann. Pour le chercheur, alors qu'en France, il n'est question que de retour au cheval (Yves Cochet), de développer le vélo et la végétalisation, les écologistes allemands cherchent composent avec l'industrie et le corps économique pour accélérer, par le progrès technique et l'innovation, la transition écologique.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



L'EUROPE, LE MONDE ET LA CRISE DU COVID-19

Publié le 14 septembre 2020

Josep Borell, Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Vice-Président de la Commission européenne, s'interroge dans une note pour Terra Nova sur les conséquences de la crise actuelle pour la place de l'Europe dans le monde.

Cette crise, la première depuis des décennies où les États-Unis ne sont pas en position de leader, pourrait aboutir à donner à l'Europe plus de poids dans le monde. 5 facteurs planétaires expliquent ce raisonnement :

- 1. Une Chine plus sûre d'elle** : la nature autoritaire du régime chinois a permis de stopper rapidement la propagation du virus, renforçant la conviction des dirigeants chinois que leur système politique est supérieur à celui des pays démocratiques. Le pays est aussi monté en puissance sur la scène mondiale : loi sécuritaire à Hong-Kong, accord avec l'Iran, frontière avec l'Inde, la Chine renforce probablement sa position dans le monde.
- 2. Des États-Unis affaiblis** : en plus d'une réponse nationale à la crise qui ne fut pas à la hauteur du défi, les États-Unis s'enfoncent dans le démantèlement du multilatéralisme avec la décision de quitter l'OMS et s'éloignent de leurs alliés avec le retrait annoncé des forces américaines stationnées en Allemagne ou encore les sanctions contre les firmes européennes participant au projet Nord Stream II. Les élections de novembre 2020, quelle qu'en soit l'issue, ne devraient pas changer les tendances de fond, et la mauvaise gestion de l'épidémie aura accéléré le déclin du leadership américain à l'échelle mondiale.
- 3. Des pays du Sud très touchés** : la faiblesse des systèmes de santé s'est combinée avec celles des systèmes sociaux pour rendre le combat contre l'épidémie particulièrement difficile. Les pays pauvres ou émergents ne disposent pas des capacités permettant de recourir à la création monétaire et aux déficits budgétaires massifs afin de soutenir leurs économies en cas de crise. La capacité des pays les plus riches à aider les pays du Sud à surmonter cette épreuve sera déterminante pour l'avenir de la planète, et c'est un enjeu central pour l'Europe notamment par rapport à son voisinage immédiat.
- 4. Un modèle social européen qui a fait ses preuves** : grâce à ses dispositifs de protection sociale les plus développés au monde, l'Europe a permis de prendre en charge sur le plan sanitaire l'ensemble de sa population tout en préservant les revenus et les emplois d'une grande majorité. Certes, les pays de l'Union ont été touchés de façon très différenciée, mais l'Europe est sur une dynamique de renforcement de sa solidarité grâce à un plan de relance ambitieux qui placerait pour la première fois le vieux continent en meilleure position que les États-Unis à la sortie d'une crise.
- 5. Un multilatéralisme renouvelé** : les éléments ci-dessus donnent à l'Europe de lourdes responsabilités. D'une part, elle doit mobiliser les pays les plus aisés pour aider les pays du Sud à surmonter la crise – pas seulement par solidarité, mais aussi par intérêt car des pays environnants déstabilisés finiront forcément par atteindre l'Europe. Le vieux continent doit aussi mobiliser autour de lui les démocraties pour défendre et promouvoir dans l'arène internationale les droits humains fondamentaux et les valeurs démocratiques.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



4 TELOS

LE CONFLIT DE GÉNÉRATION AUTOUR DE L'ÉCOLOGIE : UNE POLÉMIQUE ARTIFICIELLE ?

Publié le 16 septembre 2020

Monique Dagnaud est directrice des recherches pour l'EHESS. Pour le média Telos, elle commente l'utilisation du nouvel argument percutant des jeunes générations dans leur combat pour l'écologie : l'imprévoyance coupable des générations d'avant.

Le premier point de la chercheuse est de s'intéresser aux statistiques pour comprendre, parmi les générations, qui en fonction de l'âge revendique une conscience verte. Bien que les jeunes manifestent une acuité plus vive sur ce sujet, les différences d'opinion avec les autres classes d'âge ne sont pas si clivantes. Par exemple, selon une étude de l'ADEME, l'écologie est la deuxième priorité (36%) pour l'ensemble des sondés derrière l'emploi (43%), même si elle peut atteindre des sommets chez les 15-24 ans (49%) et chez les 25-34 ans (44%). En s'intéressant de plus près au profil des jeunes écolos, la sensibilité verte est la plus marquée chez les CSP+ et chez les urbains, et fédère dans les sphères cultivées des 25-40 ans, deux fractions : les surdiplômés bien intégrés dans le monde du travail, et les diplômés du supérieur long mais qui subissent une dégradation de statut, de salaire et de condition de vie.

Monique Dagnaud s'intéresse aussi à l'utilisation des réseaux sociaux comme un aspect générationnel important de l'écologie. Par dizaines de millions, les jeunes sont exposés aux inspirations d'influenceurs comme Greta Thunberg ou plus récemment Camille Etienne. C'est cette dernière qui est prise comme exemple avec sa dernière vidéo Pensée sauvage, qui totalise plus de 10 millions de vues. Dans ce court-métrage, les auteurs signent, entre autres, un réquisitoire cinglant contre les Boomers et leur « nostalgie destructrice », appelant au réveil. Depuis, l'influenceuse parcourt le monde médiatique, universitaire et entrepreneurial pour proposer de nouvelles idées.

Enfin, l'auteure nuance sur la pertinence de l'argument de l'imprévoyance coupable. D'une part, pourquoi entonner un hymne contre nos « vieux » alors que la famille est une institution dont le socle de confiance est maximal, par rapport aux autres institutions (gouvernement, partis, syndicats) ? D'autre part, elle souligne le paradoxe des millenials qui bénéficient du technocapitalisme et de la bulle d'abondance, en termes de confort matériel, d'accès à l'éducation, à un large éventail de biens culturels, plus que tout autre génération avant eux.

Celles et ceux qui veulent changer nos modes de vie seront confrontés à un problème de taille : la répartition des efforts entre les catégories d'individus et les divergences de vues sur les priorités – par exemple, la réticence des CSP- à l'égard de mesures comme la taxe carbone. L'auteure conclut : « les choix politiques des nouvelles générations présagent d'être cornéliens... ou explosifs ».

ACCÉDER À LA PUBLICATION



5 CONSEIL D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

BIODIVERSITÉ EN DANGER : QUELLE RÉPONSE ÉCONOMIQUE ?

Publié en septembre 2020

Dans cette nouvelle note du Conseil d'Analyse Économique (CAE), Dominique Bureau, Jean-Christophe Bureau et Katheline Schubert s'appuient sur les diagnostics les plus récents pour proposer une approche économique intégrant la production de valeur de la biodiversité et des instruments d'intervention réglementaires et fiscaux efficaces.

Voici les principales recommandations formulées par le CAE :

1. Utiliser le plan de relance pour investir davantage dans la biodiversité : financer des projets de renaturation et des projets d'ingénierie écologique procurant d'importants co-bénéfices sociaux ;
2. Exiger aux plans d'aménagement de fixer des objectifs explicites de protection de la biodiversité, contraignants juridiquement et avec un suivi régulier des résultats ;
3. Intégrer dans la comptabilité des entreprises les actifs liés à la biodiversité, valoriser les efforts via un système incitatif d'aides publiques, développer l'information du consommateur, supprimer les subventions dommageables à la biodiversité ;
4. Généraliser l'obligation de compensation des atteintes prévisibles à la biodiversité à toutes les opérations d'aménagement.
5. Réorienter une part importante des aides du premier pilier de la PAC vers des contrats rémunérateurs, visant un engagement de long terme en faveur de la biodiversité des agriculteurs.
6. Pour une meilleure utilisation des sols, appliquer un bonus/malus sur la taxe d'aménagement ;
7. Renforcer les contrôles face à l'importation d'espèces invasives et de pathogènes, assortis de sanctions dissuasives.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



■ ÉVÉNEMENTS

28 SEPTEMBRE

BRUEGEL

From playing field to player: Europe's strategic autonomy as our generation's goal

(en anglais) Le think tank Bruegel recoit Charles Michel, Président du Conseil européen pour parler de l'autonomie stratégique de l'Europe.

S'INSCRIRE



1 OCTOBRE

BPI France

L'agilité industrielle face à la crise : regards croisés français et allemands

Dans le cadre du sommet Bpifrance Inno Génération (BIG), l'Institut Montaigne et Bpifrance ont choisi de donner la parole aux dirigeants du Mittelstand français et allemand pour présenter la façon dont l'industrie s'est adaptée à la crise. Un événement avec Agnès Pannier-Runacher, Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne et Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance

S'INSCRIRE



29 SEPTEMBRE

France Stratégie

Regards croisés : mieux comprendre les enjeux emplois et compétences de la transition écologique

Intégrer les préoccupations écologiques dans l'activité économique implique de transformer les emplois, les compétences et les formations - anticiper ces transformations est un enjeu crucial. Un débat à suivre en compagnie entre autres de Dominique Méda, Gilles de Margerie (France Stratégie) et Florence Lefresne (Céreq).

S'INSCRIRE

